

Alexandre CIAUDO

Docteur en droit public
Professeur agrégé de droit public
à l'Université de Franche-Comté

45 D, avenue de l'Observatoire
25000 BESANÇON
alexandre.ciaudo@univ-fcomte.fr



EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

- 2016-2024 : **Professeur agrégé de droit public** à l'Université de Franche-Comté
- 2014-2016 : **Professeur agrégé de droit public** à l'Université d'Auvergne
- 2010-2014 : **Maître de conférences en droit public** à l'Université de Franche-Comté
- 2008-2010 : **Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER)** à l'Université de Paris II – Panthéon-Assas
- 2005-2008 : **Allocataire de recherche** de l'Université de Paris I – Panthéon-Sorbonne et **Moniteur d'enseignement supérieur** à l'Université de Versailles – Saint-Quentin

FORMATION

- 2005-2009 : **Doctorat en droit public** à l'Université de Paris I – Panthéon-Sorbonne, *L'irrecevabilité en contentieux administratif français*, sous la direction du Professeur Maryse DEGUERGUE. Mention très honorable, félicitations du jury
- 2004-2005 : **DEA de Droit public interne** à l'Université de Paris I – Panthéon-Sorbonne

ENSEIGNEMENTS

Cours magistraux : Volume horaire ETD depuis 2016 : 2016-2017 (196) ; 2017-2018 (262) ; 2018-2019 (247) ; 2019-2020 (342) ; 2020-2021 (226) ; 2021-2022 (295) ; 2022-2023 (289) ; 2023-204 (393).

Droit administratif général et spécial, contentieux administratif

- Droit et contentieux de l'urbanisme (50h), en Master 1 et 2 à l'Université de Franche-Comté, 2016-2024
- Droit de l'urbanisme (9h), DU secrétaire de mairie, à l'Université de Franche-Comté, 2016-2024
- Droit des libertés fondamentales (15h), en Master 2 et IPAG à l'Université de Franche-Comté, 2017-2024
- Droit de l'expropriation (24h), en Master 2 à l'Université de Franche-Comté, 2016-2024
- Droit administratif et contentieux administratif (20h), à l'IEJ et à la préparation ENM de l'Université de Franche-Comté, 2017-2024
- Contentieux administratif approfondi (24h) et Pratique du contentieux administratif (30h), en Master 1 à l'Université de Franche-Comté, 2016-2024
- Droit des contrats publics (30h), en Master 1 à l'Université de Franche-Comté, 2012-2023
- Droit de la sécurité privée (5h), DU droit de la sécurité et de la défense, 2021-2024
- Droit des services publics (18h), en Master 1 à l'Université de Franche-Comté, 2015-2019

- Droit et contentieux de l'urbanisme (9h), en Master 2 à l'Université de Haute-Alsace 2020-2024
- Droit des marchés publics et délégations de service public (25h), en Master 2 à l'Université d'Auvergne, 2014-2016
- Droit des montages contractuels complexes (25h), en Master 2 à l'Université d'Auvergne, 2014-2016
- Droit de l'expropriation et des travaux publics (25h), en Master 1 à l'Université d'Auvergne, 2014-2016
- Droit des libertés fondamentales (aspects de droit administratif et constitutionnel) (25h), en Master 2 à l'Université d'Auvergne, 2014-2016
- Institutions administratives (24h), en Licence 1 à l'Université de Franche-Comté, 2011-2012
- Droit des libertés publiques (36h), en Licence 3 à l'Université de Franche-Comté, 2010-2014

Autres matières de droit public

- Droit des libertés fondamentales (aspects de droit européen) (25h), en Master 2 à l'Université d'Auvergne, 2014-2016
- Procédures européennes (25h), en Master 1 à l'Université d'Auvergne, 2014-2016
- Droit européen et de l'Union européenne (10h), à l'IEJ à l'Université d'Auvergne, 2014-2016
- Droit constitutionnel (72h), en Licence 1 à l'Université de Franche-Comté, 2010-2014
- Relations internationales (36h), en Licence 1 à l'Université de Franche-Comté, 2010-2014
- Droit international public (36h), en Licence 3 à l'Université de Franche-Comté, 2010-2014

PUBLICATIONS

OUVRAGES (2) :

- *Droit du contentieux administratif*, Dalloz, collection Sirey Université, 2023, 784 pages, préface de Bernard STIRN
- *L'irrecevabilité en contentieux administratif français*, thèse, L'Harmattan, collection Logiques juridiques, décembre 2009, 570 pages, préface de Maryse DEGUERGUE

ARTICLES (50) :

Droit du contentieux administratif (20) :

- « Recours, in *Les mots en procédure : source des maux ?*, E. Joannard-Lardant et J. Jourdan-Marques, (dir.), LexisNexis, à paraître
- « Le juge, les délais et les caractères du procès administratif », in *Les délais en contentieux administratif*, P. Caille (dir.), à paraître
- « Oralités et mesures d'instruction dans le procès administratif », in *L'oralité dans le procès administratif*, F. Blanco (dir.), à paraître
- « La juridiction administrative et la souveraineté », in *La protection de la souveraineté par les juges*, Conseil constitutionnel (P. Bourdon, M. Heitzmann-Patin, F. Poulet, dir.), à paraître
- « La confiance de l'administré dans la justice administrative », in *La confiance*, C. Geslot, A. Desrameaux (dir.), LGDJ, à paraître
- « La justice administrative à l'épreuve la transparence », in *Transparence et fonction juridictionnelle*, M. Fartunova-Michel, M.-O. Peyroux-Sissoko, M. Rota (dir.), Varenne, 2023, p. 129
- « La notion de recours en contentieux administratif », *Revue française de droit administratif* (RFDA), 2022, p. 513
- « Le caractère inquisitorial du procès administratif et le pouvoir discrétionnaire du juge », *Revue française de droit administratif* (RFDA), 2021, p. 33

- « Le procès administratif entre secret et transparence », in *La transparence, un droit fondamental ?*, V. Barbé, O. Levannier-Gouël, S. Mauclair (dir.), L'épitoque, 2020, p. 51
- « L'invocation de la Déclaration universelle des droits de l'homme devant le juge administratif », *Revue française de droit administratif* (RFDA), 2019, p. 711
- « L'apport des tiers à l'instruction », in *L'instruction dans le procès administratif*, *Civitas Europa*, 2019, n° 42, p. 69
- « Une nouvelle réforme de la procédure devant la Cour nationale du droit d'asile », *Revue du Centre Michel de l'Hospital*, n° 13, PU Clermont, 2018, p. 25
- « L'office du juge administratif de l'urgence. Libres propos sur un carcan juridictionnel », in *Le renouvellement de l'office du juge administratif*, J.-F. Lafaix (dir.), Berger-Levrault, 2017, p. 171
- « Le coût du procès administratif », *Mélanges Dominique Turpin*, PU Clermont, 2017, p. 571
- « Le contentieux de l'indu de revenu de solidarité active », *Actualité Juridique Droit Administratif* (AJDA), 2013, p. 294
- « Le recours administratif préalable obligatoire, un obstacle à l'accès au juge ? », in *L'accès au juge*, V. Donier et B. Lapérou-Schneider (dir.), Bruylant, 2013, p. 816
- « Le rejet par ordonnance des recours manifestement mal-fondés », *Droit administratif* 2010, n° 6, p. 6
- « Le huis clos dans la juridiction administrative », *JurisClasseur périodique Administratif* (JCP A) 2010, n° 3, p. 19
- « Moyens d'ordre public et garantie des droits des administrés », *Les petites affiches (LPA)* 2 décembre 2009, p. 3
- « S'en remettre à la sagesse du juge administratif », *JurisClasseur périodique Administratif* (JCP A) 2008, n° 15, p. 21

Droit des contrats administratifs (9) :

- « La modulation juridictionnelle des pénalités contractuelles », *Contrats publics*, octobre 2016, p. 54
- « Clauses incitatives et risques de requalification des marchés publics », *Contrats publics*, octobre 2014, p. 57
- « Concessions d'aménagement », *JurisClasseur Contrats et Marchés publics*, fasc. 616, septembre 2014
- « Marchés à bons de commande », *JurisClasseur Contrats et Marchés publics*, fasc. 67-10, septembre 2014
- « Les clauses incitatives dans les marchés publics », <http://www.achatpublic.info>, juin 2013
- « Les limites contractuelles à l'accès au juge dans les marchés de travaux publics », in *L'accès au juge*, V. Donier et B. Lapérou-Schneider (dir.), Bruylant, 2013, p. 925
- « Retour sur la modération des pénalités de retard infligées au titulaire d'un marché public », *Bulletin juridique des contrats publics (BJCP)*, 2012, p. 397
- « Les conventions de recherche d'économies à l'épreuve du droit de la commande publique », *Contrats et Marchés publics* 2011, n° 7, p. 6
- « La passation des concessions d'aménagement après le décret n° 2009-889 du 22 juillet 2009 », *Contrats et Marchés publics* 2009, n° 10, p. 39

Droit de l'urbanisme (2) :

- « Responsabilité et urbanisme », in *Lamy responsabilité administrative*, F. Gilbert (dir.), 2021, 43 p.
- « Urbanisme », in *Dictionnaire encyclopédique de la décentralisation*, N. Kada, C. Courtecuisse, V. Aubelle, R. Pasquier (dir.), Berger-Levrault, 2017, p. 1043

Droit administratif général et spécial (14) :

- « La décence, composante autonome de l'ordre public », in *Dissimulation et monstration du corps humain*, L. Kondratuk (dir.), PUFC, à paraître
- « La régulation de l'activité de sécurité privée », M.-O. Peyroux-Sissoko, A.-L. Cassard-Valembos, PU Dijon, à paraître

- « Redoublement (enseignement supérieur) », in *Dictionnaire critique du droit de l'éducation*, P. Bertoni, R. Matta-Duvignau (dir.), Mare & Martin, 2021, t. 2, p. 479
- « Protection fonctionnelle (enseignement supérieur) », in *Dictionnaire critique du droit de l'éducation*, P. Bertoni, R. Matta-Duvignau (dir.), Mare & Martin, 2021, t. 2, p. 475
- « Harcèlement (enseignement supérieur) », in *Dictionnaire critique du droit de l'éducation*, P. Bertoni, R. Matta-Duvignau (dir.), Mare & Martin, 2021, t. 2, p. 329
- « Protection fonctionnelle (enseignement scolaire) », in *Dictionnaire critique du droit de l'éducation*, P. Bertoni, R. Matta-Duvignau (dir.), Mare & Martin, 2021, t. 1, p. 518
- « Redoublement (enseignement scolaire) », in *Dictionnaire critique du droit de l'éducation*, P. Bertoni, R. Matta-Duvignau (dir.), Mare & Martin, 2021, t. 1, p. 531
- « La place des dinosaures au sein du patrimoine culturel », in *Le droit dans la saga Jurassic Park*, R. Maurel (dir.), Enrick B éd., 2021, p. 43
- « Le Conseil d'Etat n'est pas impartial en cas de recours dirigé contre un décret en Conseil d'Etat », in *Les contre-annales de droit public*, A.-L. Chaumette et R. Maurel (dir.), Enrick B éditions, 2020, p. 161
- « Le service public est gratuit », in *Les contre-annales de droit public*, A.-L. Chaumette et R. Maurel (dir.), Enrick B éditions, 2020, p. 203
- « La prédiction administrative de l'atteinte à l'ordre public », in *La prédiction*, K. Favro (dir.), RISEO, 2018-2, p. 24
- « La qualification juridique du garde particulier », in *Le garde particulier*, B. Pauvert et M. Rambour (dir.), Institut Varenne, 2019, p. 103
- « La consécration juridictionnelle du droit d'être secouru », *Revue de droit sanitaire et social (RDSS)*, 2018, p. 247
- « Les crèches de Noël dans les bâtiments publics : la messe est dite », *Journal du droit administratif*, 2017, Dossier 3, art. 118, *Les Cahiers de la Lutte contre les discriminations*, n° 3, L'Harmattan 2017, p. 59

Contentieux constitutionnel (3) :

- « La place du secrétaire général du Conseil constitutionnel dans le procès constitutionnel », in *Le Conseil constitutionnel à l'épreuve de la déontologie et de la transparence*, E. Lemaire, T. Perroud (dir.), Lextenso-LGDJ, 2022, p. 281
- « Les exigences constitutionnelles dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel », *Revue de la recherche juridique (RRJ)* 2010, p. 1225
- « Le secrétaire général du Conseil constitutionnel », *Revue française de droit constitutionnel (RFDC)* 2008, p. 17

Droit processuel (2) :

- « Pour l'utilisation de l'estoppel dans le procès administratif », *Actualité juridique droit administratif (AJDA)* 2010, p. 479
- « La maîtrise du temps en droit processuel », *Jurisdoctoria*, n° 3, 2009, p. 21

NOTES DE JURISPRUDENCE (16) :

Droit du contentieux administratif :

- « L'obligation pour le commissaire du gouvernement de communiquer le sens général de ses conclusions », note sous CAA Versailles, 28 mars 2006, Mme Schrempf, *JurisClasseur périodique Administratif (JCP A)*, 17 juillet 2006, p. 996
- « Les conditions du rejet de la requête d'appel pour défaut de ministère d'avocat », note sous CE, 27 février 2006, Casseron, *Les petites affiches (LPA)*, 3 novembre 2006, p. 11
- « L'administration n'est pas tenue de préciser quel est le juge administratif territorialement compétent », note sous CAA Versailles, 8 février 2007, Setaro, *JurisClasseur périodique Administratif (JCP A)*, 1er octobre 2007, p. 16

- « Vers un revirement de la jurisprudence OPHLM Ville de Caen ? », note sous CE, 18 octobre 2006, Société entreprise sanitaire auboise, *Les petites affiches (LPA)*, 12 mars 2007, p. 14
- « Mise au point sur le régime du référé-provision », note sous CAA Versailles, 30 mai 2006, Maison de retraite intercommunale « La Seigneurie », *Les petites affiches (LPA)*, 21 janvier 2008, p. 10
- « De nouvelles “mesures d’administration de la justice” », note sous CAA Versailles, 27 mars 2007, Catsiapis, *Les petites affiches (LPA)*, 21 janvier 2008, p. 14
- « Irrégularité de la notification et recours administratif préalable obligatoire », note sous CAA Versailles, 29 janvier 2008, Société Jumbo pneus, *JurisClasseur périodique Administratif (JCP A)*, 26 mai 2008, p. 15
- « Une nouvelle condition de recevabilité du recours dans l’intérêt de la loi », note sous CE, 14 septembre 2007, Ministre de la jeunesse et de la vie associative, *Actualité juridique droit administratif (AJDA)*, 2008, p. 51
- « L’obligation du rapporteur public de préciser le sens de ses conclusions », note sous CAA Nantes, 14 décembre 2012, Association EPAL, *Lexbase édition publique*, 31 janvier 2013

Droit administratif général :

- « Un nouveau cas de responsabilité pour faute lourde : le refus du préfet de se substituer au maire dans l’exercice de ses pouvoirs de police administrative », note sous CAA Versailles, 19 mai 2005, Ministre de l’intérieur c/ France Télécom, *JurisClasseur périodique Administratif (JCP A)*, 13 février 2006, p. 220
- « Une nouvelle exception au refus de contrôler la légalité des avis conformes », note sous CAA Versailles, 12 juillet 2006, Yabas, *JurisClasseur périodique Administratif (JCP A)*, 2 avril 2007, p. 15
- « Le refus de concours de la force publique à l’épreuve de la dignité humaine », note sous CAA Versailles, 21 septembre 2006, Consorts Prévot et autres, *JurisClasseur périodique Administratif (JCP A)*, 2 avril 2007, p. 26
- « La responsabilité sans faute du fait des règlements réguliers », note sous CAA Versailles, 12 juillet 2006, Ministre de l’agriculture c/ Boudalia, *Les petites affiches (LPA)*, 21 janvier 2008, p. 17
- « Vers le contrôle de la réciprocité des traités par le juge administratif », note sous CAA Versailles, 8 octobre 2007, Ministre de l’intérieur et de l’aménagement du territoire, *Les petites affiches (LPA)*, 22 décembre 2008, p. 7.

Droit de la santé :

- « Le respect des brevets pharmaceutiques à l’épreuve des médicaments génériques », note sous CE, 12 décembre 2008 et CE, 6 mars 2009, Société Laboratoires Negma, *Propriété industrielle*, 2009, n° 11, p. 32
- « Le contentieux des avis de la Commission de la transparence », note sous CE, 12 mai 2010, Société Roche, *JurisClasseur périodique Administratif (JCP A)*, 12 juillet 2010, p. 14

CHRONIQUES DE JURISPRUDENCE (6) :

Membre de l’équipe de rédaction de la chronique des arrêts de la Cour administrative d’appel de Versailles au JCP A dirigée par Monsieur le Président Patrick FRYDMAN et Madame le Professeur Emmanuelle SAULNIER-CASSIA (2005-2008).

Directeur de la chronique des arrêts de la Cour administrative d’appel de Versailles aux Petites Affiches (2007-2013).

- « Chronique de la Cour administrative d’appel de Versailles – Mars 2006 à Août 2007 », *Les petites affiches (LPA)*, 21 et 22 janvier 2008
- « Chronique de la Cour administrative d’appel de Versailles – Septembre 2007 à Août 2008 », *Les petites affiches (LPA)*, 22 et 23 décembre 2008
- « Chronique de la Cour administrative d’appel de Versailles – Septembre 2008 à Août 2009 », *Les petites affiches (LPA)*, 11, 12 et 13 janvier 2010
- « Chronique de la Cour administrative d’appel de Versailles – Septembre 2009 à Août 2010 », *Les petites affiches (LPA)*, 30 et 31 mars 2011
- « Chronique de la Cour administrative d’appel de Versailles – Septembre 2010 à Août 2011 », *Les petites affiches (LPA)*, 16 et 17 janvier 2012

- « Chronique de la Cour administrative d'appel de Versailles – Septembre 2011 à Août 2012 », *Les petites affiches (L.P.A)*, 26 et 27 novembre 2013

COLLOQUES (21)

- Conférences de présentation de l'ouvrage *Droit du contentieux administratif* dans différentes Universités : Besançon (4 décembre 2023) ; Evry (13 décembre 2023) ; Nancy (19 janvier 2024) ; Nice (9 février 2024) ; Dijon (21 février 2024) ; Paris I (29 février 2024) ; Strasbourg (15 mars 2024)
- 29 novembre 2022, « Le rôle du juge administratif français », in *La résolution des conflits en droit public*, Rencontre franco-brésilienne de droit public, Société de législation comparée, Sciences Po Paris (D. Le Prado, dir.)
- 19 octobre 2022, « La juridiction administrative et la souveraineté », in *La protection de la souveraineté par les juges*, Conseil constitutionnel (P. Bourdon, M. Heitzmann-Patin, F. Poulet, dir.)
- 13 octobre 2022, « La régulation de l'activité de sécurité privée », in *Droit constitutionnel et droit administratif : translations de compétences*, Dijon (A.-L. Cassard-Valembois et M.-O. Peyroux-Sissoko, dir.)
- 5 octobre 2022, Organisation du colloque *La chambre régionale des comptes et la transparence de la gestion publique locale*, Besançon
- 29 septembre 2022, « La confiance de l'administré dans la juridiction administrative », in *La confiance publique*, Besançon (C. Geslot, dir.)
- 26 janvier 2022, « Recours », in *Les mots en procédure*, Lyon II (E. Joannard-Lardant et J. Jourdan-Marques, dir.)
- 15 octobre 2021, « Telerecours. La révolution numérique de l'accès au juge administratif », in *Colloque annuel de l'association française d'économie du droit*, Besançon (C. Tirvaudey, dir.)
- 23 septembre 2021, « Le juge, les délais et les caractères du procès administratif », in *Les délais en contentieux administratif*, Metz (P. Caille, dir.)
- 25 juin 2021, « Oralités et mesures d'instruction dans le procès administratif », in *L'oralité dans le procès administratif*, Orléans (F. Blanco, dir.)
- 11 juin 2021, « La place du secrétaire général dans le procès constitutionnel », in *Le Conseil constitutionnel, la déontologie et la transparence*, Paris II (T. Perroud et E. Lemaire, dir.)
- 23 octobre 2020, « La justice administrative à l'épreuve la transparence », in *Transparence et fonction juridictionnelle*, Nancy (M. Rota et M.-O. Peyroux-Sissoko, dir.)
- 28 mars 2019, « L'invocation de la Déclaration universelle des droits de l'homme devant le juge administratif », in *Le juge et les droits de l'homme*, Besançon (D. Bonnamy, dir.)
- 12 octobre 2018, « Le procès administratif entre secret et transparence », in *La transparence*, Orléans (V. Barbé, dir.)
- 28 juin 2018, « L'application Telerecours devant le juge administratif », In *Justices et nouvelles technologies*, Besançon (C. Tirvaudey, dir.)
- 15 mars 2018, « L'apport des tiers à l'instruction », in *L'instruction dans le procès administratif*, Metz (P. Caille, dir.)
- 14 mars 2018, « La qualification juridique du garde particulier », in *La garderie particulière. D'une surveillance de la ruralité à la sécurisation des territoires, un modèle pour la sécurité collective ?*, Mulhouse (B. Pauvert, dir.)
- 11 décembre 2017, « La mise à jour des marchés publics », in *Réforme et dématérialisation de la commande publique*, Besançon (K. Brisset, dir.)
- 8 décembre 2017, « La laïcité en prison – aspects pratiques », in *La laïcité en prison*, Rouen (B. Camguilhem, dir.)
- 11 octobre 2017, « La consécration juridictionnelle du droit d'être secouru », in *La délimitation par le droit d'un territoire pertinent pour l'organisation des secours*, Mulhouse (K. Favro, dir.)
- 23 juin 2017, « Le caractère inquisitorial du procès administratif et l'arbitraire du juge », in *Procédure ordinaire, procédure extraordinaire*, Paris I – Panthéon-Sorbonne (R. Guillas, dir.)

- 16 juin 2017, présidence de la table ronde, « Quel impact de l'évolution des modes de rédaction des décisions de justice sur les acteurs du droit ? », in *Comment rédiger une décision de justice au XXI^e siècle*, Dijon (F. Malhière dir.)
- 13 octobre 2016, « La neutralité dans le procès administratif », in *La neutralité*, Tours (F. Brunet, dir.)
- 25 mars 2016, « Une nouvelle procédure devant la Cour nationale du droit d'asile », in *La France et le droit d'asile*, Clermont-Ferrand (C. Lantero, dir.)

RESPONSABILITÉS COLLECTIVES ET ADMINISTRATIVES

Directeur du Master « Droit de l'action administrative » à l'Université de Franche-Comté (2017-2024)

Membre de la commission du rectorat de Besançon chargé de l'étude des dossiers de Master (2021-2023).

Référent laïcité de l'UFR SJEPG (2022-2024).

Expert auprès du Haut Conseil de l'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement supérieur (HCERES). Évaluation du Centre Européen de Recherche sur le Droit des Accidents Collectifs et des Catastrophes (CERDACC) en mars 2017.

Représentant du CRJFC au Conseil de l'école doctorale de l'Université de Bourgogne-Franche-Comté (DGEP), 2016-2019. Membre du Bureau de l'École doctorale. Participation aux comités de suivi de thèse.

Membre du jury de l'examen d'entrée en CRFPA, Besançon (2021-2023).

Membre du Centre de recherches juridiques de l'Université de Franche-Comté (CRJFC) (2010-2024).

Membre de l'Association Française de Droit Administratif (2006-2024).

Membre de la Société de Législation Comparée (2022-2024).

Membre de l'Association Française de Droit de la Sécurité et de la Défense (2023-2024).

Déontologue des communes au sein du département du Jura (2023).

Création d'une collection d'ouvrages aux Presses universitaires de Franche-Comté sur le thème « Droit et pop-culture » : Les super-héros au prisme du droit (2020, 225 p.), Le droit contre-attaque (2021, 192 p.), Kaamelott, la légende juridique (2023, 234 p.)

Participation à des jurys de thèse :

- **Florian POULET**, *L'inopérance des moyens dans le contentieux administratif français*, thèse, Paris II, soutenue le 24 novembre 2014, rapporteur (sous la direction du professeur Olivier GOHIN, jury également composé des professeurs Paul CASSIA et Yves GAUDEMET, et du président Daniel LABETOULLE).

- **Pierre-Yves SAGNIER**, *Le juge administratif et l'économie des moyens*, thèse, Lille, soutenue le 16 novembre 2019, rapporteur (sous la direction de M. Olivier CARTON et du professeur Emmanuel CARTIER, jury également composé des professeurs Olga MAMOUDY, Florian POULET, Catherine TEITGEN-COLLY et du président Bernard STIRN).

- **Nathan JOURDAINE**, *Le service public de la justice judiciaire. Essai sur l'émergence du droit judiciaire public*, thèse, Lyon II, soutenue le 5 janvier 2023, rapporteur (sous la direction du professeur Emmanuel JOANNARD-LARDANT, jury également composé des professeurs Loïc CADIET, Paul GIRAUD, Didier MAUS, Hélène PAULIAT et Evelyne SERVERIN).

Participation à des jurys d'Habilitation à Diriger des Recherches :

- **Catherine TIRVAUDEY**, MCF en droit privé à l'Université de Franche-Comté, soutenue le 12 mars 2020 (jury également composé des professeurs Soraya AMRANI-MEKKI, Nicolas CAYROL, Nathalie FRICERO et de M. Jean-Philippe TRICOIT)

- **Marc-Antoine GRANGER** ; MCF en droit public à l'Université de Franche-Comté, soutenue le 8 décembre 2021 (jury également composé des professeurs Olivier GOHIN, Xavier LATOUR, Bertrand WARUSFEL et de Mme Florence NICOUD).

- **Coralie MAYEUR**, MCF en droit public à l'Université de Franche-Comté, soutenue le 17 avril 2023 (jury également composé des professeurs Delphine DERO, Anastasia ILIOPOULOU, Pierre-Yves MONJAL et Pascal KAMINA et de M. Marc-Antoine GRANGER).

Direction de thèse :

- **Alice EL CHEIKH**, *L'encadrement juridique de la prostitution*, à l'Université de Franche-Comté, 2014-2020

- Céline BOURQUIN, *L'ordre juridictionnel administratif*, à l'Université de Franche-Comté, 2016-2023
- Kodjo TETE, *Le juge des référés et le ressortissant étranger*, à l'Université de Franche-Comté, 2020-
- Tatiana ROUX, *Le droit administratif de l'ennemi*, à l'Université de Franche-Comté, 2021-
- Matthieu SCHERRER, *La réforme de la juridiction administrative*, à l'Université de Franche-Comté, 2021-

Participation à des comités de sélection :

- à l'Université de Franche-Comté pour le recrutement de MCF (2012, Pierre-François LAVAL ; 2015, M. Marc-Antoine GRANGER ; 2017, Henri BOUILLON ; 2019, Vincent LEBROU)

Direction de mémoires de recherche et de rapports de stages de fin d'études d'étudiants en Master 2 aux Universités de Franche-Comté et d'Auvergne : 10 à 15 rapports et mémoires par an.

DIVERS

- Co-fondateur du *Blog Droit administratif* (www.blogdroitadministratif.net). Rédaction de billets d'actualité en droit public.